LE PARCOURS DE MASTER 2 SCIENCES DE LA SANTÉ, DE L'ENVIRONNEMENT ET DES TERRITOIRES SOUTENABLES (SSENTS)

À la suite du rapport Lalonde sur la santé des canadiens, en 1974 et, depuis environ 40 ans, on admet que le système de soins ne contribue pas plus de 20 % de notre (bonne) santé. Le master SSEnTS tente de mettre l'accent sur les 80% restant, une originalité que nous assumons. Il s'agit, entres autres, de déconstruire ce qu'est la santé, en cherchant à donner du sens à la définition de la constitution de l'OMS de 1946, la santé comme complet bien être et non pas comme absence de maladie.

Le master **SSEnTS** permet aux étudiant.es d'aller chercher plus loin ce que recouvrent les concepts de protection (des populations), prévention (des maladies), ou promotion de la santé. Il ne s'agit pas pour autant, d'un master de santé publique même si celle-ci fait partie des enseignements.

C'est une construction interdisciplinaire qui cherche à dépasser les approches cloisonnées, d'un côté naturalistes (les expositions aux facteurs de risque), de l'autre culturalistes (les comportements non conformes aux préconisations expertes, du fait d'un déficit d'informations ou de rationalité).

Ainsi, nous acceptons des étudiants d'horizons différents : sciences naturelles (environnement ou santé), humaines ou sociales (géographie, sociologie, économie, anthropologie…), ce qui contribue à une diversité au sein de chaque promotion.
Le parcours de M2 SSEnTS se donne pour ambition de poser le **sujet de la santé et du bien-être des communautés humaines**, dans leurs territoires de vie, comme clé de lecture de politiques et projets sur ces territoires.

Ce master reconnait tout à la fois la diversité des aspirations des individus auxquels on cherche à accorder une reconnaissance et une place active dans les différents collectifs que constituent la société. Ainsi sont posés des ambitions et des points de convergences, en mettant en avant l'intérêt de l'approche de « la santé dans (ou soutenue par) toutes les politiques ».

Dans une 1ère partie du programme, sont abordés les différents milieux de vie et lesliens entre les multiples atteintes à l'environnement, ainsi que les risques pour la santé
Positionnement des enjeux de santé au regard des enjeux du développement durable, que l'on ne peut plus se permettre de considérer de manière séparée.

» Formation aux approches en évaluation et gestion des risques pour la santé, aux politiques de santé publique locale

» Apprentissage des bases de connaissances en épidémiologie, en toxicologie qui sont des outils majeurs de connaissances en santé publique.

» Introduction au droit de l'environnement et à l'économie écologique axée sur les aspects relatifs aux impacts sanitaires de facteurs de risque reconnus.

» Ouverture vers les défis auxquels nous avons à faire face notamment à travers le croisement entre enjeux de santé et enjeux de soutenabilité, surtout dans un monde globalisé et sous l'influence du dérèglement climatique.





La 2ème partie vise un changement de regard, un basculement d'une approche par la gestion des risques et des logiques défensives, à une approche plus positive et proactive partant des situations et des problèmes qui émergent non pas de théories et de modèles, mais de la réalité vécue des territoires.

Les étudiant.es vont s'écarter de la santé publique classique pour se rapprocher de la Promotion de la santé, telle que proposée dans la charte d'Ottawa en 1986, en se fixant aussi l'obligation d'agir dans le sens de la réduction des inégalités sociales de santé, devenue priorité politique dans les dernières années.

» Ouverture sur l'approche issue des sciences sociales apparaissant comme une manière d'appréhender d'autres dimensions des situations et des territoires, en cherchant, par exemple, les « faits sociaux » à l'origine de la ségrégation socio-spatiale et des inégalités sociales de santé.

» L'échelle pertinente devient celle du local, d'un territoire précis (vécu plutôt qu' administratif, auquel on peut s'attacher et que l'on serait prêt à défendre), dont nous

essayons de comprendre et de décrypter les multiples dimensions imbriquées et indissociables (physique et environnementale, symbolique, humaine et sociale)

» Discussions autour de la place des habitants (citoyens), non pas comme des individus agissant isolément, mais comme des personnes vivant des expériences multiples en interaction avec d'autres, issus de différents groupes sociaux.

» Incitations à développer une approche critique y compris dans la manière de mobiliser les données sur le terrain, au travers de multiples exemples concrets, en reconnaissant la complexité des situations, que les modèles déterministes ne rendent pas bien compte.

» Méthodes d'apprentissages sur les différents moyens d'impliquer les populations, en questionnant le rôle et la place des citoyens par rapport au projet considéré ; comment en faire des acteurs, plutôt que des bénéficiaires de politiques et programmes conçus pour eux ?

» Les étudiant.es sont formés aux méthodes d'enquêtes qualitatives, dites ethnographiques, comme une modalité pour accéder à l'expérience vécue des habitants, sans mobiliser les préjugés sur leurs aptitudes et savoirs et faire émerger une problématique située et ancrée, à la fois dans le temps et le contexte culturel, social ou politique.

» Initiations à la pratique d'évaluation des politiques publiques à travers l'exemple des évaluations environnementales et des évaluations des impacts sur la santé (EIS), mais aussi des diagnostics territoriaux, par l'établissement de l'inventaire des ressources (institutionnelles et citoyennes) et la structure des opportunités, dans le sens de la coopération ou convergence dans l'action.

» Préparation aux approches « projets » par le biais d'une unité d'enseignement dédiée à la méthodologie de construction et gestion de projets, mais sur la base d' hypothèses scientifiques à mettre à l'épreuve de l'expérience.

Finalement, si nous visons l'intégration de nos diplômé.es au sein de collectivités, institutions publiques ou les organisations de la société civile, nous nous situons bien au-delà du champ classique de la santé, pour soutenir aussi le travail social, l'appropriation des environnements par les populations, le développement culturel, voire l'innovation sociale.

Outre le couple, approches défensives ou réparatrices versus approches proactives, une autre opposition est examinée attentivement et mise en tension : comment (dé)passer des démarches fondées sur l'assistanat, à d'autres plus émancipatrices, qu'il faudrait

aborder de manière critique. En somme, **comment passer de la « réparation » de l’ environnement physique, au développement du pouvoir d’agir des groupes sociaux** , dans le sens du renforcement de la **cohésion sociale** et non juste la satisfaction de besoins fondamentaux individuels, décidés par le haut.

Parmi les principales intentions pédagogiques, le Master ambitionne d’initier les étudiantes et étudiants à la rigueur d’une démarche scientifique, tout en développant leur esprit critique. Notre intention n’est pas de les formater, en leur apprenant des recettes stéréotypes, mais plutôt de « fertiliser » leur pensée, au travers du travail sur des cas concrets divers, en n’éludant pas les controverses, mais en partant d’elles. Elles sont abordées au travers de notre propre expérience de recherche ou de l’actualité. **Il n’est plus question d’enseigner seulement le COMMENT, sans aucune attention au POURQUOI,** ce qui nous amène aussi à introduire une dimension **éthique**, une capacité à poursuivre différentes finalités, bien-être, soutenabilité, résilience, dans le respect de valeurs comme l’inclusivité ou l’équité.

À ce titre, nous cherchons à mettre en œuvre des pratiques pédagogiques innovantes, travail en groupe, tutorat rapproché, classes inversées, débats contradictoires… Si l’ ensemble des cours est disponible en ligne, il y a aussi les regroupements en présence, pendant deux fois cinq jours d’affilée (janvier et avril), pour la présentation des contributions des étudiant.es et des travaux dirigés.